



HAL
open science

Histoire et mémoires des immigrations en régions et dans les DOM aux XIXe et XXe siècles

Anne-Sophie Bruno, Gérard Noiriél, Laure Pitti, Philippe Rygiel, Yann Scioldo-Zürcher, Alexis Spire, Claire Zalc

► **To cite this version:**

Anne-Sophie Bruno, Gérard Noiriél, Laure Pitti, Philippe Rygiel, Yann Scioldo-Zürcher, et al.. Histoire et mémoires des immigrations en régions et dans les DOM aux XIXe et XXe siècles : Des études riches, des perspectives fécondes. *Hommes & migrations*, 2009, 1278, pp.9 -17. 10.4000/hommesmigrations.201 . hal-03418275

HAL Id: hal-03418275

<https://hal.science/hal-03418275>

Submitted on 22 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Histoire et mémoires des immigrations en régions et dans les DOM aux XIX^e et XX^e siècles

Des études riches, des perspectives fécondes

Anne-Sophie Bruno, Gérard Noiriel, Laure Pitti, Philippe Rygiel, Yann Scioldo-Zürcher, Alexis Spire et Claire Zalc



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/201>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.201

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 9-17

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Anne-Sophie Bruno, Gérard Noiriel, Laure Pitti, Philippe Rygiel, Yann Scioldo-Zürcher, Alexis Spire et Claire Zalc, « Histoire et mémoires des immigrations en régions et dans les DOM aux XIX^e et XX^e siècles », *Hommes & migrations* [En ligne], 1278 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/201> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.201

Histoire et mémoires des immigrations en régions et dans les DOM aux XIX^e et XX^e siècles

**Des études riches,
des perspectives fécondes**

Par Anne-Sophie Bruno, Gérard Noiriel, Laure Pitti,
Philippe Rygiel, Yann Scioldo-Zürcher, Alexis Spire, Claire Zalc,
coordination nationale de l'enquête⁽¹⁾.

Le second volet du programme Histoire et mémoires des immigrations en régions aux XIX^e et XX^e siècles remis à la coordination témoigne d'une forte mobilisation des équipes⁽¹⁾. Y sont développées des pistes de recherche pour la plupart inédites en histoire et sociologie de l'immigration – citons d'emblée la singularité des DOM qui rend compte des migrations de servitude sous des angles neufs ; l'importance des différentes échelles d'analyse qui complexifient l'histoire des migrations ; le poids des logiques de recrutement dans les dynamiques migratoires régionales ; la part encore trop méconnue du secteur agricole dans l'histoire de l'immigration de travail, tout comme de celle des femmes ; enfin, l'observation menée à des échelles géographiques variées. Autant de pistes de travail futures dont nous ne pouvons donner dans cet article qu'un court aperçu.

Rappelons que la coordination scientifique avait tout d'abord demandé aux chercheurs de quantifier les différentes immigrations d'étrangers qui se sont succédé dans les régions, cela sur la totalité de la période contemporaine. Cette approche quantitative devrait non seulement permettre de mieux connaître les fondements de la longue histoire migratoire française, mais aussi fournir un matériel d'enquête susceptible d'impulser un travail de comparaison entre les données régionales et les moyennes nationales, voire d'impulser une comparaison entre les différentes régions, travail jusqu'alors rendu impossible par l'absence d'enquêtes coordonnées nationalement.

Dans le même temps, les différentes équipes avaient aussi à organiser un important travail de recension de l'ensemble des travaux menés en histoire et en sociologie de l'immigration, en présentant notamment les mémoires universitaires, afin d'offrir un point de vue bibliographique exhaustif, enrichi d'ouvrages malheureusement trop souvent ignorés. Enfin, leur regard sur les dynamiques mémorielles liées à l'immigration qui existent aujourd'hui dans les régions a été sollicité. Soit un matériau très riche que nous n'aborderons dans cette introduction qu'à partir de quelques lignes de force mais qu'il conviendra d'approfondir dans la durée.

Des sources riches

En ce qui concerne le panorama des sources inventoriées, à titre d'exemple, le travail réalisé en Île-de-France par l'équipe de Génériques⁽²⁾, en charge du volet "sources" de l'étude régionale, confirme une nouvelle fois la richesse des perspectives ouvertes par le travail d'inventaire des sources de l'histoire de l'immigration. Il a donné lieu à un inventaire impressionnant. Les différents centres des archives publiques (nationales, départementales, communales) ont été prospectés, mais également d'autres centres d'archives comme les archives de la chambre de commerce et d'industrie, des églises et des organismes culturels, des archives associatives non déposées dans un centre d'archives publiques. Enfin, les bibliothèques, médiathèques, instituts de recherche et centres de documentation, ainsi que les musées, les photothèques et les cinémathèques, tout comme certaines archives privées (familles, entreprises...) font également l'objet d'un dépouillement approfondi qui s'est concentré autour de plusieurs pistes, marquées par un effort de prospecter tous azimuts. Un systématisme des recherches effectuées, mais également une inventivité des démarches qui s'illustre dans l'important travail de recension des sources iconographiques, notamment filmiques, mené auprès de la Bifi, du Forum des images ou encore de Gaumont Pathé Archives. Là encore, l'inventaire recèle des découvertes et notamment des collections iconographiques impressionnantes, qui vont des estampes aux affiches en passant par les cartes postales, diapositives, photographies... Les différentes images, notamment des actualités cinématographiques, concernant les étrangers sont inventoriées avec précision. Enfin, elles sont complétées par une très riche collection de photographies mettant en scène la vie quotidienne de l'immigration italienne et espagnole dans la capitale (lieux d'habitation, mariages, scènes de travail). Ces différents traits se retrouvent, à des degrés variables, dans les inventaires réalisés par les équipes du programme.

Des historiographies différenciées

Plusieurs études confirment l'impact des contextes et orientations régionales sur la production universitaire. Certaines régions ne disposent que de travaux récents. À titre d'exemple, en Champagne-Ardenne, l'évolution du nombre de mémoires consacrés à l'immigration dans cette région montre que l'attention des observateurs et des chercheurs à ce sujet n'a commencé à devenir importante qu'au début des années 1990. Dans ces travaux, l'immigration est appréhendée par le biais de la main-d'œuvre des bassins industriels et par celui de l'intégration urbaine des populations étrangères dans les Ardennes. Cette particularité tient au poids des études menées à l'université de Reims dans les cursus d'aménagement du territoire et d'histoire.

L'historiographie de la région Corse, à l'inverse, montre combien l'immigration a été une source de travaux anciens, mais qu'elle est aussi réinterrogée à l'aune des questions politiques propres à l'île. Ainsi, on trouve des ouvrages, publiés avant la Première Guerre mondiale, consacrés aux communautés italiennes et grecques. En langue italienne ou en langue vernaculaire corse, ils seront régulièrement publiés tout au long du siècle et mentionneront notamment des données sur les populations italiennes. Par contre, les travaux universitaires s'intéressant aux étrangers ne sont entrepris qu'à partir des années 1980 et entrent souvent en résonance avec le mouvement indépendantiste et nationaliste.

Dans les départements d'outre-mer, surtout en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion, on remarque une même tendance historiographique : si quelques ouvrages datent du premier XX^e siècle et font référence à quelques communautés étrangères présentes dans les îles, ce n'est que dans les deux dernières décennies du siècle que l'histoire de l'immigration a réellement été construite. Après une première série de travaux portant sur l'esclavage et la mise au jour d'études sur l'engagisme, l'immigration est abordée comme un sujet historique autonome.

Une focale régionale, des échelles d'analyse multiples

Les "régions-frontières", telles que la Champagne-Ardenne, le Languedoc-Roussillon, certains des DOM, Rhône-Alpes ou encore la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, présentent des caractéristiques particulières, qui gagnent à être comparées. Si toutes sont marquées par des migrations de proximité, le brassage des populations, la chronologie de ces histoires migratoires, les logiques qui les sous-tendent, la perception et le rapport aux étrangers-voisins présentent à la fois des points communs – notamment sur le terrain de la xénophobie – et des différences notables.

Originalités régionales

L'analyse d'éventuelles spécificités régionales, au regard de l'histoire de l'immigration à l'échelle nationale, constitue donc un premier axe de croisement entre les différentes études.

Ces spécificités peuvent, en premier lieu, ressortir de chronologies décalées. Ainsi, la région Auvergne se caractérise par le fait que, pendant longtemps, l'immigration a été très faible. Jusqu'à la guerre de 1914-1918, en effet, cette région montagnarde a surtout été une zone d'émigration. Dès le XVIII^e siècle, on note un fort mouvement de départs à l'étranger (notamment en Espagne). Au XIX^e siècle, les migrants auvergnats travaillent fréquemment aux côtés des migrants étrangers dans les exploitations agricoles, les mines, les chantiers de travaux publics. La chronologie des mouvements migratoires plus récents apparaît décalée, comparée aux flux nationaux.

De même en Rhône-Alpes, même si l'originalité est difficile à définir à l'échelle d'une région à la fois grande et diverse, qui voit coexister des départements très tôt urbanisés et industrialisés et des départements montagnards, pour certains frontaliers : si les populations que l'on retrouve dans ces différents espaces, le calendrier des migrations, comme la place prise par les étrangers dans les structures économiques diffèrent d'un lieu à l'autre, le calendrier des migrations et la composition des populations étrangères constituent bel et bien une originalité à l'échelle régionale. Les migrations de masse apparaissent tardives pour une région de forte et précoce industrialisation. Le pourcentage d'étrangers présents en Rhône-Alpes est inférieur à la moyenne nationale avant la Première Guerre mondiale, il correspond peu ou prou à celle-ci entre les deux guerres, et ne la dépasse qu'après la Seconde Guerre mondiale. Cette spécificité s'estompe au XX^e siècle. Rhône-Alpes est alors, comme la région parisienne ou la région provençale, un carrefour que caractérise l'extrême diversité des populations passant par la région. Pour autant, les trois principales régions d'immigration présentent toutes des caractéristiques de cosmopolitisme, ou d'ouverture, très différentes.

Rhône-Alpes est, comme la région parisienne ou la région provençale, un carrefour que caractérise l'extrême diversité des populations passant par la région.

Variations intrarégionales

Le Languedoc-Roussillon montre qu'il existe aussi des spécificités de répartition locale des flux. On peut retenir le cas de la commune de Capestang où s'est fixée, dès le milieu du XIX^e siècle, une petite communauté espagnole composée de com-

merçants, d'artisans et d'ouvriers agricoles, originaires d'Andalousie et de Catalogne. Outre les Pyrénées-Orientales, fortement marquées par la question frontalière, les deux départements qui ont accueilli le plus grand nombre d'immigrants sont l'Hérault et l'Aude, dominés par la viticulture. On peut noter aussi une présence récurrente des immigrants dans les zones industrialisées du département du Gard (dans la sériculture au XIX^e siècle, dans les mines de charbon au XX^e siècle). Aujourd'hui, ce sont surtout les grandes villes, comme Montpellier, Perpignan et Béziers, qui accueillent les immigrants.

À une échelle micro, l'attention apportée aux quartiers d'immigration, dans l'étude Île-de-France, ou aux dimensions du logement et de l'habitat, dans l'étude de la région Centre, montre toute la richesse d'une telle approche.

L'implantation des étrangers dans la capitale à la fin du XIX^e siècle dessine des quartiers d'immigration qui perdurent par la suite. Le premier lieu phare de l'immigration italienne est l'ensemble Bastille/faubourg Saint-Antoine/Nation, en raison de la

proximité de la gare de Lyon. Le deuxième est le quartier Villette/Pont-de-Flandre, le long d'un bassin industriel. Parallèlement, des microquartiers juifs se constituent : en premier lieu le *Pletzl* ("petite place" en yiddish) qui rassemble les casquettiers, fourreurs et maroquiniers dans le Marais, et celui de Montmartre, surtout habité par des tailleurs

roumains. Dans l'entre-deux-guerres, Belleville devient également un haut lieu de la vie communautaire yiddish. À partir des grands travaux haussmanniens, le rejet en proche banlieue d'industries sales y draine une population de travailleurs étrangers, désireux d'habiter au plus près de leur lieu de travail : Montreuil comme extension du faubourg Saint-Antoine, Aubervilliers pour l'industrie chimique liée à l'utilisation de déchets provenant des abattoirs de la Villette, Saint-Denis et Saint-Ouen pour l'industrie métallurgique. Le boom de l'immigration dans l'entre-deux-guerres confirme l'implantation des étrangers dans la petite couronne et en Seine-et-Oise, d'une part à cause des difficultés de logement dans la capitale, d'autre part en réponse à l'offre du marché du travail dans ces communes. Après 1945, les quartiers d'immigration demeurent le nord et l'est de Paris ainsi que la proche banlieue ouvrière, la crise du logement donnant lieu à l'émergence de gigantesques bidonvilles (Champigny pour les Portugais, La Folie à Nanterre pour les Algériens). Au milieu des années 1970, des cités HLM, marquées par le gigantisme (4 000 à La Courneuve, Francs-Moisins à Saint-Denis), remplacent les bidonvilles.

Au milieu des années 1970, des cités HLM, marquées par le gigantisme (4 000 à La Courneuve, Francs-Moisins à Saint-Denis), remplacent les bidonvilles.

Importance de l'agriculture

Plusieurs études mettent en lumière cette caractéristique trop longtemps ignorée de l'histoire de l'immigration. En général, les travaux étudient l'immigration principalement dans les zones industrielles et le cadre urbain, et très peu d'études évoquent le rôle des travailleurs immigrés dans la remise en culture des campagnes et dans le développement de l'agro-industrie, alors que les archives publiques témoignent de l'importance du phénomène. Déficit que le programme comble.

En Champagne-Ardenne, les flux les plus anciens et les plus constants sont en effet liés au travail agricole et à l'affouage. Après 1850, beaucoup de jeunes gens venus de Belgique ou du grand-duché s'installent à Reims et trouvent à s'employer comme domestiques d'écurie. Des bûcherons belges commencent par venir comme migrants saisonniers puis se sédentarisent peu à peu dans les forêts champenoises.

De même, en région Centre, l'industrialisation ayant été tardive et les grandes exploitations agricoles nombreuses, le secteur agricole a longtemps employé une part notable de la main-d'œuvre étrangère régionale, et aujourd'hui encore la présence des étrangers dans le secteur agricole peut être localement importante. Les formes de cette présence ont varié dans le temps. Les Belges, au XIX^e siècle, sont salariés mais parfois aussi exploitants agricoles. Les plus nombreux sont, durant l'entre-deux-guerres, les Polonais, et, parmi eux, on note une proportion importante de femmes. Les Turcs sont aujourd'hui nombreux dans la région de Romorantin à travailler dans le maraîchage et le bûcheronnage, mêmes s'ils sont logés dans les logements du secteur social de la ville, cependant que des agriculteurs du nord de l'Europe (Néerlandais en particulier) reprennent des exploitations agricoles de bonne taille.

Plus marquante encore, l'originalité de la région Languedoc-Roussillon tient au fait que le facteur économique majeur qui explique l'intensification de l'immigration au XIX^e siècle est le développement de la viticulture. La crise du phylloxera et la modernisation de l'économie viticole provoquent une concentration de la production et l'afflux d'ouvriers agricoles, en majorité d'origine espagnole. L'ampleur de ces mouvements est telle que, dès le début du XX^e siècle, la région Languedoc-Roussillon se place au-dessus de la moyenne nationale pour le taux de population étrangère. En 1931, ce taux dépasse les 10 %, contre 7 % environ en moyenne nationale. Le rapport consacré à cette région donne ainsi des indications très précieuses sur ce secteur d'activité viticole, qui a toujours employé un grand nombre d'immigrants mais n'a pas encore attiré suffisamment l'attention des historiens. Aujourd'hui, le nombre de saisonniers espagnols dans la

viticulture se réduit, car ils sont en partie remplacés par des immigrants venus d'Afrique du Nord, surtout des Algériens, mais aussi des Portugais, nombreux à travailler dans le BTP.

Logiques de recrutement à l'origine de la physionomie migratoire des régions

La région Bourgogne apporte un exemple de l'impact de l'intervention de l'État sur la physionomie des migrations en régions. Le recrutement organisé, pour l'économie de guerre, de migrants étrangers (par l'intermédiaire du Service de la main-d'œuvre étrangère, à l'origine une section du Service ouvrier du sous-secrétariat d'État de l'Artillerie et des Munitions) et coloniaux (*via* le Service d'organisation des travailleurs coloniaux), y a été particulièrement important, dans la métallurgie (Algériens kabyles, Chinois et Portugais notamment, aux usines Schneider du Creusot), la chimie (Chinois à la poudrerie Vonges en Côte-d'Or), le BTP (Italiens et Espagnols à Montbard), la céramique (Tunisiens aux Grandes tuileries bourguignonnes à Chagny), les entreprises travaillant pour le compte de l'armée américaine..., mais aussi dans l'agriculture, par l'intermédiaire de l'Office national de la main-d'œuvre agricole, devenu en 1917 Service de la main-d'œuvre agricole. Bien que

Cette implantation liée aux politiques patronales est cependant fortement dépendante de la conjoncture économique et rend les territoires de l'immigration particulièrement mouvants.

conçue pour l'économie de guerre, cette intervention étatique change la physionomie des migrations en région Bourgogne au-delà des années où elle est mise en œuvre (1916-1918). Ainsi, au début des années 1920, "le flux nord-africain se maintient vers la Bourgogne" pour ne diminuer qu'à partir de la fin de la décennie.

Le cas de la Franche-Comté montre l'impact des logiques patronales de recrutement sur la physionomie migratoire d'une

région frontalière, initialement région de mono-, voire de bi-immigration (suisse et allemande), précisément en raison de ce caractère frontalier. L'exemple du recrutement de mineurs polonais dans les mines de Ronchamp illustre ainsi le poids des politiques patronales sur le contour des populations étrangères dans la région. Quasiment absents du bassin d'emploi au début du siècle, dès le milieu des années 1920 les Polonais constituent ainsi la moitié des mineurs de fond de la mine. Cette

implantation liée aux politiques patronales est cependant fortement dépendante de la conjoncture économique et rend les territoires de l'immigration particulièrement mouvants. Le déclenchement de la crise entraîne ainsi, à partir de 1934, le licenciement et le départ de la majorité des mineurs polonais de Ronchamp, selon un processus identique à celui observé dans les autres régions minières.

Femmes au travail

L'équipe en charge de la région Rhône-Alpes s'est livrée à un repérage assez systématique de la présence féminine durant les différentes périodes, insistant sur le fait que, s'il peut arriver localement, ou durant une courte période, que les hommes soient majoritaires, une grande part des immigrés sont des immigrées. Celles-ci sont nombreuses à travailler, à la fois parce qu'il existe des formes spécifiques de migrations féminines, mais aussi parce qu'il est fréquent que les femmes et les filles d'immigrés travaillent. Ainsi, durant l'entre-deux-guerres, les salariées sont nombreuses parmi les femmes de la cité Gillet, à Vaulx-en-Velin, qui abrite durant l'entre-deux-guerres une usine de soie artificielle employant un personnel étranger nombreux. Cette caractéristique vaut pour des célibataires, ou des femmes mariées sans enfants, mais aussi pour une proportion non négligeable des femmes mariées ayant déjà un enfant. De même, l'équipe en charge de la région Centre a porté une attention particulière au travail des migrantes. Cela se traduit, d'une part, par le relevé à partir des données statistiques de l'importance numérique de celui-ci aux diverses périodes, d'autre part, par un coup de projecteur sur une population particulière, celle des travailleuses polonaises de l'agriculture présentes dans les fermes de la région durant l'entre-deux-guerres. La vie de celles-ci nous est connue par un ensemble archivistique exceptionnel, conservé aux AD37, constitué de la correspondance (plusieurs milliers de lettres) entre des migrantes et l'inspectrice du travail chargée de leur protection. Ces lettres, en cours de traduction et d'analyse, mettent en évidence les formes d'exploitation spécifiques auxquelles sont soumises ces jeunes femmes, souvent isolées et vulnérables, mais aussi leurs capacités de résistance.

En Île-de-France, l'étude montre que la région a toujours constitué un pôle d'arrivée très important des migrations féminines, surtout en raison de la forte demande en matière de service domestique ; c'est ce qui explique que le ratio entre hommes et femmes immigrés y a toujours été plus équilibré que dans d'autres régions. Jusque dans l'entre-deux-guerres, l'immigration étrangère à Paris est majoritairement masculine, à l'exception notable des Arméniens qui comptent des femmes en plus grand nombre, en raison des effets du génocide. À partir du début

des années 1960, des femmes, célibataires ou mariées, sont souvent pionnières en matière d'émigration, surtout parmi les Espagnols : elles trouvent à s'embaucher massivement dans le secteur du service domestique, et habitent donc très majoritairement dans les quartiers bourgeois mais dans des chambres de bonnes et des loges de concierges. À l'inverse, dans les DOM, à l'exception de la Guyane, on note la faible part de l'immigration féminine, le système de l'engagisme s'adressant prioritairement aux hommes.

Une histoire régionale des réfugiés politiques

Dans plusieurs régions, les réfugiés politiques apparaissent comme des acteurs centraux d'une histoire de l'immigration dont la chronologie varie en fonction de la situation géographique et des caractéristiques sociopolitiques des territoires étudiés. Les réfugiés apparaissent comme d'autant plus visibles qu'ils sont implantés dans les régions de faible immigration : ce trait tient à la tradition de dissémination administrative des centres d'accueil sur l'ensemble du territoire national, qui contraste avec les logiques économiques qui concentrent les migrations autour de certains bassins d'emploi.

Ce trait est particulièrement marqué en Auvergne, où l'une des originalités de la région tient à la place, proportionnellement plus importante qu'ailleurs, des réfugiés politiques. La position géographique de l'Auvergne (au centre de la France) et son caractère montagneux expliquent que les pouvoirs publics y aient souvent regroupé des étrangers, regardés avec une certaine suspicion. Dès la fin du XVIII^e siècle, on trouve en Auvergne un grand nombre de prisonniers de guerre et des déserteurs des armées ennemies, notamment tchèques, polonais, suisses et allemands. Dans la première moitié du XIX^e siècle, la région accueille aussi des réfugiés pourchassés par les autorités de leur pays : Italiens, Espagnols (carlistes et républicains), et surtout Polonais. Parmi ces derniers, un grand nombre fera souche sur place. Après la Seconde Guerre mondiale, l'Auvergne va accueillir aussi beaucoup de réfugiés coloniaux, regroupés dans des camps comme celui de Noyant-d'Allier (pour les rapatriés d'Indochine) ou comme le camp de Bourglastic pour les harkis. L'enquête accorde une part importante au problème d'intégration de ces immigrants. L'étude souligne un point observé ailleurs, mais qui mériterait d'être creusé : la forte participation des travailleurs immigrés aux grèves de la période 1919-1920. C'est l'une des rares périodes d'agitation qu'ait connues la région. Les Espagnols et les Algériens sont à l'avant-garde du mouvement et feront l'objet d'expulsions massives (1 200 selon l'étude). Cette politisa-

tion précoce et l'afflux d'un grand nombre de réfugiés antifrquistes expliquent la forte participation des Espagnols aux actions de la Résistance dans cette région. Éclairage intéressant, en longue durée, sur les immigrations forcées, depuis les prisonniers de guerre du XVIII^e siècle, jusqu'aux réfugiés coloniaux de l'après Seconde Guerre mondiale.

Pour conclure...

Dans la droite ligne des travaux des équipes ayant rendu leur rapport final en juin 2007, ce second volet du programme confirme l'enrichissement des connaissances qu'offre chacun de ces panoramas dressés à l'échelle régionale. Complexification et nuance des chronologies retenues à l'échelle nationale, interrogations sur les catégories et les échelles d'analyse, mise à jour de sources encore peu mobilisées, éclairages d'histoires régionales, largement méconnues, que la mise en réseau des chercheurs pourra désormais continuer à interroger. ■

Notes

1. Anne-Sophie Bruno, maître de conférences en histoire, université Paris-XIII ; Gérard Noiriel, directeur d'études, EHESS ; Laure Pitti, maître de conférences, université Paris-VIII ; Philippe Rygiel, maître de conférences, université Paris-I ; Yann Scioldo-Zürcher, chargé de recherche au CNRS-Migrinter ; Alexis Spire, chargé de recherche au CNRS, université Lille-II ; Claire Zalc, chargée de recherche au CNRS-IHMC.

2. L'étude réalisée par Génériques sur les sources de l'immigration en Île-de-France n'est pas publiée dans le cadre de ce dossier.